

19 novembre 2002 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

# Déclarations à la presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, suite au naufrage du pétrolier "Prestige" au large de l'Espagne, Dammarie-les-Lys le 19 novembre 2002.

QUESTION - M. le Président, vous êtes intervenu plusieurs fois sur des questions liées à l'environnement. Je suppose que vous ne pouvez pas rester indifférent à cette catastrophe écologique : c'est la rupture de ce pétrolier. Est-ce que c'est normal que des pétroliers-poubelles comme celui-là, puissent continuer à circuler ?

LE PRESIDENT - Non, je suis, une fois de plus, horrifié par ce qui vient de se passer, et par cette espèce d'incapacité des responsables, et notamment des responsables politiques nationaux et en particulier européens, à prendre les mesures qui s'imposent pour lutter contre le laxisme avec lequel on laisse se développer ces bateaux-poubelles ou même ces bateaux simplement dangereux sous des pavillons de complaisance dans des conditions tout à fait inacceptables. Et une fois de plus, nous voilà confrontés à un problème dramatique. Aujourd'hui c'est l'Espagne, hier c'était la France. Nous sommes naturellement bien entendu solidaires et nous apportons toute l'aide possible à l'Espagne. Au-delà de ce drame qui peut tourner en catastrophe, y compris d'ailleurs sur les côtes françaises, il est urgent maintenant, j'avais eu l'occasion de le demander de façon très forte depuis plusieurs mois à l'Union européenne et à la Commission européenne de prendre des mesures un peu draconiennes sérieuses et sévères même si elles touchent les intérêts de certaines sociétés qui ne sont pas dignes que l'on respecte leurs intérêts. Il faut qu'on prenne ces mesures pour assurer tout de même que ne reviennent pas des catastrophes de cette nature régulièrement.

QUESTION - Vous allez faire des propositions ?

LE PRESIDENT - Nous avons déjà fait des propositions. Nous avons fait même des propositions très fermes notamment après le drame de l'Erika. Les choses se mettent en place. L'agence européenne n'est pas encore créée. C'est trop lent. Il est urgent que les propositions que nous avions faites et qui avaient été, non sans mal, approuvées par le Conseil européen avec quelques réserves ici ou là, il est urgent que ces dispositions soient mises en oeuvre et on le voit hélas, une fois de plus. Je suis horrifié par cette affaire.

Merci.